

5 — Articulation du P.L.U avec les autres normes d'urbanisme

Le PLU d'Argiégans est établi conformément aux dispositions des articles L.151-1 à L.151-43 et R.151-1 à R.151-53 du code de l'urbanisme.

Outre la définition d'un projet communal établi en cohérence avec les besoins et objectifs affichés par la commune d'Argiégans, le PLU doit respecter un certain nombre de principes directeurs établis dans le cadre de la législation de l'urbanisme.

5.1- Les normes nationales : les règles de fond des articles L. 101-1 et surtout L.101-2 du code de l'urbanisme

Le respect de ces règles s'impose aux communes parce qu'elles constituent autant de contraintes qui dépassent le seul intérêt local.

- L'article L.101-1 du code de l'urbanisme rappelle que les communes ne sont pas « propriétaires » de leur territoire et que l'urbanisme constitue une compétence partagée.

Cet article, modifié à plusieurs reprises, impose plusieurs missions aux collectivités locales, parmi lesquelles figurent :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- la réduction des consommations d'énergie,
- l'économie des ressources fossiles,
- la préservation de la biodiversité (notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques...).

Conformément à l'article L.101-2 du même code **dans le respect des objectifs du développement durable**, le PLU détermine les conditions permettant d'assurer :

- le **principe d'équilibre** entre développement et protection des espaces urbains et naturels,
- le **principe de diversité** des fonctions urbaines et de mixité sociale de l'habitat,
- le **principe d'utilisation** économe et équilibrée des espaces dans le respect de l'environnement.

Depuis la loi ALUR, les PLU déterminent également les conditions permettant d'assurer les besoins en matière de mobilité.

5.2- Les normes et documents locaux

La nouvelle organisation de la hiérarchie des normes, instituée par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et à l'urbanisme rénové, fait du Scot un document « intégrateur », c'est-à-dire qu'il devient le document de référence du PLU.

Conformément à l'article L.131-4 du code de l'urbanisme, les plans locaux d'urbanisme [...] doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale [...].

Le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions [...] du programme local de l'habitat (PLH). Il n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.

Le schéma qui suit (page 8) illustre la hiérarchie des normes d'urbanisme entre elles et avec les autres documents relevant d'autres législations.

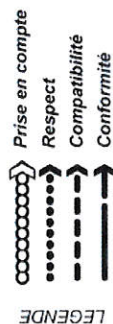
- **Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Territoire de Belfort**, approuvé le 27 février 2014 par le comité syndical est actuellement en vigueur sur ce territoire.

Avec pour objectif de coordonner les différentes politiques sectorielles (habitat, déplacements, développement commercial...), il est tenu d'orienter l'évolution du département dans la perspective du développement durable et dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement basé sur de forts enjeux stratégiques.

Le PLU doit être compatible avec les dispositions du Document d'orientation et d'objectifs (DOO) de ce schéma.

Encadrement normatif du PLU

schéma Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort février 2016.



- *1 : Compatibilité du PLU avec le Document d'Orientation d'Objectifs (DOO).
- *2 : Conformité au règlement et à ses documents graphiques.
- *3 : Compatibilité avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) lorsqu'elles existent.
- *4 : Comme le PLU, doivent aussi être compatibles :
 - Les plans de sauvegarde et de mise en valeur ;
 - Les cartes communales ;
 - Les PLH ;
 - Les PDU ;
 - La délimitation des périmètres d'intervention prévus à l'article L. 113-16 ;
 - Les opérations foncières et les opérations d'aménagement définies par décret en Conseil d'Etat ;
 - Les autorisations prévues par l'article L. 752-1 du code de commerce ;
 - Les autorisations prévues par l'article L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée ;
 - Les permis de construire tenant lieu d'autorisation d'exploitation commerciale prévus à l'article L. 425-4.

